



COMITE DU DEVELOPPEMENT

(Comité ministériel conjoint
des
Conseils des Gouverneurs de la Banque et du Fonds
sur le
transfert de ressources réelles aux pays en développement)



DC2005-0016/Add.1
22 septembre 2005

PROGRAMME DE DOHA POUR LE DEVELOPPEMENT ET AIDE A LA FACILITATION DES ECHANGES

Rectificatif

Veillez trouver ci-joint un rectificatif concernant le document du Comité du développement intitulé « Programme de Doha pour le développement et aide à la facilitation des échanges ».

* * *

Document : DC2005-0016
Daté du 12 septembre 2005

**PROGRAMME DE DOHA POUR LE DEVELOPPEMENT ET AIDE A LA FACILITATION
DES ECHANGES : RECTIFICATIF**

Il convient d'apporter à ce document les corrections ci-après.

Au paragraphe 52, prière de supprimer la dernière phrase : « Les services des deux institutions feraient rapport sur ce point au Comité du développement et au CMFI lors des Réunions de printemps 2006. » Ce paragraphe doit à présent se lire ainsi :

« Dans ce contexte, les services de la Banque et du FMI voient un intérêt à examiner d'une manière plus approfondie si les mécanismes en place permettent de répondre adéquatement aux besoins d'aide régionale ou multipays à l'appui des échanges. Réalisé en coopération avec d'autres parties prenantes, cet examen porterait sur i) les possibilités offertes par le CI renforcé, ii) une extension des instruments dont dispose déjà la Banque, et iii) l'éventualité d'un fonds multilatéral spécialisé pour l'apport de cofinancements en faveur de projets de portée régionale²³. »

Au paragraphe 62 (b), prière de supprimer la partie ci-après de la dernière phrase : « *les services de la Banque et du FMI feront rapport sur ce point au Comité du développement et au CMFI lors des Réunions de printemps 2006* ». Ce paragraphe doit à présent se lire ainsi :

« *b) de donner pour mandat aux services de la Banque et du FMI d'étudier si les mécanismes en place permettent de répondre adéquatement aux besoins d'aide aux échanges de portée régionale ou multipays et, en coopération avec d'autres parties prenantes, d'examiner i) les possibilités offertes par le CI renforcé, ii) une extension des instruments dont dispose déjà la Banque, et iii) l'éventualité d'un fonds multilatéral spécialisé (sur la base des principes énoncés au paragraphe 53 (paragraphe 50-53) ;* »

Le 22 septembre 2005